

A. INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES

RÉF. DE PUBLICATION : RC-013261_B3

En soumettant une offre, le soumissionnaire accepte pleinement et sans réserve les conditions particulières et générales régissant le marché comme seule base de cette procédure d'appel d'offres, quelles que soient ses propres conditions de vente, auxquelles il renonce par la présente. Les soumissionnaires sont tenus d'examiner attentivement et de respecter toutes les instructions, formulaires, dispositions contractuelles et spécifications contenus dans le présent dossier d'appel d'offres. Le fait de ne pas présenter une offre contenant toutes les informations et la documentation requises dans le délai imparti entraînera le rejet de l'offre. Il ne peut être tenu compte des remarques de l'offre relatives au dossier d'appel d'offres ; Les remarques peuvent entraîner le rejet immédiat de l'offre sans autre évaluation.

Les présentes instructions fixent les règles de soumission, de sélection et d'exécution des marchés financés dans le cadre du présent appel d'offres, conformément au guide pratique (disponible sur internet à l'adresse : <https://wikis.ec.europa.eu/display/ExactExternalWiki/ePRAG>).

1. Fournitures à fournir

- 1.1 L'objet du contrat est l'acquisition et la livraison de voitures et de motos destinées aux activités mises en œuvre dans le cadre du projet « Renforcement des écosystèmes agro-alimentaires en République du Congo en partenariat avec le système privé italien » (AREA-AFRICA Congo AID 013261).
La fourniture est divisée en deux (2) lots, spécifiés comme suit :
1. LOT 1 : deux (2) voitures 4x4 plus assurance tous risques et assistance technique
 2. LOT 2 : quatre (4) motos plus assurance tous risques et assistance technique)
- 1.2 Les fournitures doivent être entièrement conformes aux spécifications techniques figurant dans le dossier d'appel d'offres (Annexe 2-3 technique) et être conformes à tous égards aux dessins, quantités, modèles, échantillons, mesures et autres instructions.
- 1.3 Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à soumissionner pour une solution variante en plus de la présente offre.

2. Calendrier

	DATE	HEURE
Date limite pour demander des clarifications du pouvoir adjudicateur	9 Janvier 2026	12:00 *
Date limite de soumission des offres	22 Janvier 2026	23:59 *

*CET heure

3. Participation

- 3.1. Les conditions d'éligibilité dans l'avis de marché (12. Motifs d'exclusion) s'appliquent à tous les membres d'une coentreprise/d'un consortium et à tous les sous-traitants, ainsi qu'à toutes les entités dont la capacité est invoquée par le soumissionnaire pour les critères de sélection. Tout soumissionnaire, membre d'une coentreprise/d'un consortium, toute entité fournissant des capacités, tout sous-traitant doit certifier qu'il remplit ces conditions. Ils doivent prouver leur éligibilité au moyen d'un document daté de moins d'un an avant la date limite de soumission des offres, établi conformément à leur législation ou à leur pratique nationale ou à des copies des documents originaux mentionnant la constitution et/ou le statut juridique ainsi que le lieu d'enregistrement et/ou le siège statutaire et, s'il est différent, la place de l'administration centrale. Le pouvoir adjudicateur peut accepter d'autres preuves satisfaisantes que ces conditions sont remplies.
- 3.2. Les personnes physiques ou morales n'ont pas le droit de participer à cette procédure d'appel d'offres ou de se voir attribuer un marché si elles se trouvent dans l'une des situations mentionnées au point 2.4. (Mesures restrictives de l'UE), 2.6.10.1. (critère d'exclusion) ou 2.6.10.1.2. (rejet d'une procédure) du Guide pratique. S'ils le font, leur offre sera considérée comme inappropriée ou irrégulière respectivement. Dans les cas énumérés à la section 2.6.10.1. du guide pratique, les soumissionnaires peuvent également être exclus des procédures financées par l'UE et faire l'objet de sanctions financières pouvant aller jusqu'à 10 % de la valeur totale du marché, conformément au règlement financier en vigueur. Ces informations peuvent être publiées sur le site internet de la Commission conformément au règlement financier en vigueur. Les soumissionnaires doivent fournir des déclarations sur l'honneur¹ qu'ils ne se trouvent dans aucune de ces situations d'exclusion. Ces déclarations doivent également être soumises par tous les membres d'une coentreprise/d'un consortium, par tout sous-traitant et par toute entité fournissant des capacités. Les soumissionnaires qui font de fausses déclarations s'exposent également à des sanctions pécuniaires et à l'exclusion conformément au règlement financier en vigueur. Leur offre sera considérée comme irrégulière.

Les situations d'exclusion visées ci-dessus s'appliquent également à tous les membres d'une coentreprise/consortium, à tous les sous-traitants et à tous les fournisseurs des soumissionnaires, ainsi qu'à toutes les entités dont la capacité le soumissionnaire s'appuie pour les critères de sélection. En cas de doute sur les déclarations, le pouvoir adjudicateur demandera des preuves documentaires que les sous-traitants et/ou les entités fournissant des capacités ne se trouvent pas dans une situation qui les exclut.

- 3.3. Pour pouvoir participer à cette procédure d'appel d'offres, les soumissionnaires doivent prouver, à la satisfaction du pouvoir adjudicateur, qu'ils remplissent les conditions juridiques, techniques et financières nécessaires et qu'ils disposent des moyens nécessaires à l'exécution effective du marché.
- 3.4. La sous-traitance n'est pas autorisée.

4. Origine

- 4.1. Toutes les fournitures dans le cadre de ce contrat peuvent provenir de n'importe quel pays.
- 4.2. Lors de la présentation des offres, les soumissionnaires doivent indiquer expressément que tous les produits répondent aux exigences relatives à l'origine et doivent indiquer les pays d'origine. Il peut leur être demandé de fournir des informations complémentaires à cet égard.

¹ Voir PRAG, section 2.6.10.1.3 A)

5. Type de contrat

Montant à prix forfaitaire

6. Monnaie

Les offres doivent être présentées en euros (**EUR**) ou en monnaie locale (**CFA**)

7. Lots

Cette procédure d'appel d'offres est divisée en deux (2) lots, spécifiés au paragraphe 1 de ces instructions aux soumissionnaires et dans « *Annexe 2+ 3: Spécifications techniques + offre technique* » dans le dossier B de ce dossier d'appel d'offres. Chaque lot sera évalué séparément, et l'autorité contractante (CIHEAM Bari) se réserve le droit d'attribuer chaque lot indépendamment. Les offres peuvent être soumises pour un seul lot, plusieurs ou tous les lots. Les offres limitées à une partie du lot ou les offres conditionnelles seront considérées comme invalides et exclues de l'évaluation. Dans le cas où plusieurs lots sont proposés, une offre distincte doit être soumise pour chaque lot, en suivant les procédures spécifiées dans ce dossier d'appel d'offres.

8. Durée de validité

- 8.1 Les soumissionnaires seront liés par leurs offres pendant une période de 90 jours à compter de la date limite de soumission des offres.
- 8.2 Dans des cas exceptionnels et avant l'expiration de la période de validité initiale de l'offre, le pouvoir adjudicateur peut demander par écrit aux soumissionnaires de prolonger cette période de 40 jours. Ces demandes et les réponses qui y sont données doivent être faites par écrit. Les soumissionnaires qui acceptent de le faire ne seront pas autorisés à modifier leurs offres et ils sont tenus de prolonger la validité de leurs garanties de soumission pour la période de validité révisée de l'offre. S'ils refusent, sans qu'ils soient déchus de leurs garanties d'appel d'offres, leur participation à la procédure d'appel d'offres sera résiliée. Dans le cas où le pouvoir adjudicateur est tenu d'obtenir la recommandation de l'instance visée à la section 2.6.10.1.1. du guide pratique, le pouvoir adjudicateur peut, avant l'expiration de la période de validité, demander une prolongation de la validité des offres jusqu'à l'adoption de cette recommandation.
- 8.3 Le soumissionnaire retenu sera lié par son offre pendant une période supplémentaire de 60 jours. Le délai supplémentaire s'ajoute à la durée de validité de L'appel d'offres quelle que soit la date de notification.

9. Langue des offres

- 9.1 Les offres, toute la correspondance et les documents relatifs à l'offre échangés par le soumissionnaire et le pouvoir adjudicateur doivent être rédigés dans la langue de la procédure, à savoir le français.

Si les pièces justificatives ne sont pas rédigées dans l'une des langues officielles de l'Union européenne, une traduction dans la langue de l'appel d'offres doit être jointe. Lorsque les documents sont rédigés dans une langue officielle de l'Union européenne autre que l'anglais, il est fortement recommandé de fournir une traduction en anglais afin de faciliter l'évaluation des documents.

10. Soumission des offres

10.1 Les offres doivent être envoyées au pouvoir adjudicateur avant la date limite indiquée dans l'*avis de marché*. Ils doivent comporter tous les documents visés au point 11 des présentes instructions et être envoyés à l'adresse suivante :

à : gareappalti@iamb.it

cc : moroni@iamb.it ; azzone@iamb.it ; laera@iamb.it

11. Contenu des offres

L'offre doit être accompagnée d'une offre technique, d'une offre financière et de la documentation qui doit être soumise conformément au paragraphe 10. Les soumissionnaires sont invités à consulter, à la fin des présentes instructions, la « Liste des documents à joindre à l'offre et au cours de la procédure ». La liste des documents se résume comme suit:

- Pièces justificatives de l'offre technique.
- Les pièces justificatives de l'offre financière.
- Autre documentation.
- La « Déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion et de sélection ».

Le non-respect des exigences ci-dessous constituera une irrégularité et pourra entraîner le rejet de l'offre. Toutes les offres soumises doivent être conformes aux exigences du dossier d'appel d'offres et comporter :

Partie 1 : Offre technique :

- une description détaillée des fournitures remises conformément aux spécifications techniques, y compris toute documentation requise.

L'offre technique doit être présentée conformément au modèle (*Annexe 2+3 _Offre technique*), en ajoutant des fiches techniques des véhicules.

Partie 2 : Offre financière :

- Une offre financière calculée sur une base DDP² pour les fournitures soumises à l'appel d'offres.
- L'offre doit être présentée en euros (EUR) ou en monnaie locale (CFA). CIHEAM Bari prendra en charge les éventuels frais liés au change de devise lors du paiement.

Cette offre financière doit être présentée conformément au modèle (*Annexe 4 _Offre financière*), en ajoutant des feuilles séparées pour les détails si nécessaire.

Partie 3 : Documentation :

Documentation à fournir en utilisant les modèles fournis* :

Nom du document	Dossier
-----------------	---------

² DDP (Delivered Duty Paid)— Incoterms 2020 Chambre de commerce internationale
<http://www.iccwbo.org/incoterms/>

Formulaire d'appel d'offres pour un marché de fournitures et déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion et de sélection	Dossier D
Annexe 2+ 3: Spécifications techniques et offre technique.	Dossier B
Annexe 4: Offre financière	Dossier B
Annexe 5: Formulaire d'identification	Dossier B

Remarques:

Les soumissionnaires sont priés de suivre cet ordre de présentation.

L'annexe* fait référence aux modèles joints au dossier d'appel d'offres. Ces modèles sont également disponibles sur :

[https://wikis.ec.europa.eu/display/ExactExternalWiki/Annexes#Annexes-AnnexesC\(Ch.4\):Fournitures](https://wikis.ec.europa.eu/display/ExactExternalWiki/Annexes#Annexes-AnnexesC(Ch.4):Fournitures)

12. Informations complémentaires avant la date limite de soumission des offres

Le dossier d'appel d'offres doit être suffisamment clair pour que les soumissionnaires n'aient pas besoin de demander des informations supplémentaires au cours de la procédure. Si le pouvoir adjudicateur, de sa propre initiative ou en réponse à une demande d'un soumissionnaire potentiel, fournit des informations supplémentaires dans le dossier d'appel d'offres, il doit transmettre ces informations par écrit à tous les autres soumissionnaires potentiels en même temps.

Les soumissionnaires peuvent soumettre leurs questions par écrit à l'adresse suivante jusqu'à 21 jours avant la date limite de soumission des offres, en précisant la référence de la publication et l'intitulé du marché :

à : gareappalti@iamb.it

cc : moroni@iamb.it azzzone@iamb.it ; laera@iamb.it

Toute clarification du dossier d'appel d'offres sera communiquée simultanément et par écrit à tous les soumissionnaires au plus tard 8 jours avant la date limite de soumission des offres.

Tout soumissionnaire potentiel cherchant à organiser des réunions individuelles avec le pouvoir adjudicateur et/ou la Commission européenne pendant la période d'appel d'offres peut être exclu de la procédure d'appel d'offres.

13. Modification ou retrait d'offres

- 13.1 Après la remise d'une offre, mais avant la date limite de réception des offres, un soumissionnaire peut retirer définitivement son offre ou la retirer et la remplacer par une nouvelle.

Toute notification de modification ou de retrait doit être préparée et soumise conformément à : gareappalti@iamb.it

L'enveloppe extérieure doit porter la mention « Modification » ou « Retrait », selon le cas.

- 13.2 Aucune offre ne peut être retirée dans l'intervalle entre la date limite de soumission des offres.1 et l'expiration de la période de validité de l'offre. Le retrait d'une soumission pendant cette période peut entraîner la confiscation de la garantie de la soumission.

14. Frais de préparation des offres

Les frais encourus par le soumissionnaire pour la préparation et la soumission de l'offre ne sont pas remboursables. Tous ces frais seront à la charge du soumissionnaire.

15. Propriété des offres

Le pouvoir adjudicateur conserve la propriété de toutes les offres reçues dans le cadre de cette procédure d'appel d'offres. Par conséquent, les soumissionnaires n'auraient aucun droit à ce que leurs offres leur soient retournées.

16. Coentreprise ou consortium

- 16.1 Si un soumissionnaire est une coentreprise ou un consortium de deux personnes ou plus, l'offre doit être unique dans le but d'obtenir un seul contrat, chaque personne doit signer l'offre et sera conjointement et solidairement responsable de l'offre et de tout contrat. Ces personnes doivent désigner l'un de leurs membres pour agir en tant que chef de file ayant le pouvoir de lier l'entreprise commune ou le consortium. La composition de l'entreprise commune ou du consortium ne doit pas être modifiée sans l'accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur.
- 16.2 L'offre ne peut être signée par le représentant de l'entreprise commune ou du consortium que si elle a été expressément autorisée par écrit par les membres de l'entreprise commune ou du consortium, et le contrat, l'acte notarié ou l'acte d'autorisation doit être soumis au pouvoir adjudicateur conformément au point 11 des présentes instructions aux soumissionnaires. Toutes les signatures apposées sur l'acte d'autorisation doivent être certifiées conformes à la législation nationale de chaque partie composant l'entreprise commune ou le consortium, ainsi que les procurations établissant par écrit que les signataires de l'appel d'offres sont habilités à prendre des engagements au nom des membres de l'entreprise commune ou du consortium. Chaque membre d'une telle entreprise commune ou d'un tel consortium doit fournir les preuves requises en vertu de l'article 3.5 comme s'il était lui-même le soumissionnaire.

17. Ouverture des offres

- 17.1 L'objectif de la séance d'ouverture est de vérifier si les offres ont été soumises conformément aux exigences de soumission de l'appel d'offres.
- 17.2 Dans le cas où, à la date de la séance d'ouverture, certaines offres n'ont pas été remises au pouvoir adjudicateur mais que leurs représentants peuvent prouver qu'elles ont été envoyées à temps, le pouvoir adjudicateur leur permettra de participer à la première séance d'ouverture et informera tous les représentants des soumissionnaires qu'une deuxième séance d'ouverture sera organisée.
- 17.3 Lors de l'ouverture des offres, les noms des soumissionnaires, les prix des offres, toute remise offerte, les notifications écrites de modification et de retrait, la présence de la garantie de soumission requise (le cas échéant) et toute autre information que le pouvoir adjudicateur peut juger appropriée peuvent être annoncés.

18. Évaluation des offres

18.1 Examen de la conformité administrative des offres

L'objectif à ce stade est de vérifier que les offres sont conformes aux exigences essentielles du dossier d'appel d'offres. Une offre est réputée conforme si elle satisfait à toutes les conditions, procédures et spécifications du dossier d'appel d'offres sans s'en écarter substantiellement ni y imposer de restrictions.

Les écarts ou restrictions substantiels sont ceux qui affectent la portée, la qualité ou l'exécution du marché, s'écartent largement des termes du dossier d'appel d'offres, limitent les droits du pouvoir adjudicateur ou les obligations du soumissionnaire en vertu du marché ou faussent la concurrence pour les soumissionnaires dont les offres ne sont pas conformes. Les décisions selon lesquelles une offre n'est pas conforme sur le plan administratif doivent être dûment justifiées dans le procès-verbal d'évaluation.

Si une offre n'est pas conforme au dossier d'appel d'offres, elle sera immédiatement rejetée et ne pourra pas être forcée par la suite à s'y conformer en la corrigeant ou en retirant l'écart ou la restriction.

18.2 Évaluation technique

Après avoir analysé les offres jugées conformes sur le plan administratif, le comité d'évaluation se prononcera sur la recevabilité technique de chaque offre, en la classant comme techniquement conforme ou non conforme.

Les qualifications minimales requises (voir les critères de sélection dans les informations supplémentaires relatives à l'avis de marché) doivent être évaluées au début de cette étape.

Lorsque les contrats comprennent un service après-vente et/ou une formation, la qualité technique de ces services sera également évaluée sur la base de critères oui/non spécifiés dans le dossier d'appel d'offres.

18.3 Dans un souci de transparence et d'égalité de traitement et afin de faciliter l'examen et l'évaluation des offres, le comité d'évaluation peut demander à chaque soumissionnaire individuellement des éclaircissements sur son offre, y compris la ventilation des prix, dans un délai raisonnable qu'il fixe. La demande d'éclaircissements et la réponse doivent être faites par écrit, mais aucune modification du prix ou de la substance de l'offre ne peut être demandée, proposée ou autorisée, sauf si cela est nécessaire pour confirmer la correction d'erreurs arithmétiques découvertes lors de l'évaluation des offres conformément à l'article 20.4. Une telle demande d'éclaircissements ne doit pas fausser la concurrence. Les décisions selon lesquelles une offre n'est pas conforme sur le plan technique doivent être dûment justifiées dans le procès-verbal d'évaluation.

19.4 Évaluation financière

a) Les offres jugées conformes sur le plan technique seront vérifiées pour détecter toute erreur arithmétique dans le calcul et la somme. Les erreurs seront corrigées par le comité d'évaluation comme suit :

- en cas de divergence entre les montants chiffrés et les montants exprimés en lettres, le montant en toutes lettres sera le montant pris en compte ;
- À l'exception des contrats à prix forfaitaire, en cas d'écart entre un prix unitaire et le montant total dérivé de la multiplication du prix unitaire et de la quantité, le prix unitaire tel qu'il est indiqué sera le prix pris en compte.

b) Les montants ainsi corrigés seront contraignants pour le soumissionnaire. Si le soumissionnaire ne les accepte pas, son offre sera rejetée.

c) Sauf indication contraire, le processus d'évaluation financière a pour but d'identifier le soumissionnaire offrant le prix le plus bas. Lorsque les spécifications techniques le

précisent, l'évaluation des offres peut tenir compte non seulement des coûts d'acquisition mais, dans la mesure pertinente, des coûts supportés tout au long du cycle de vie des fournitures (tels que les coûts d'entretien et les coûts d'exploitation), conformément aux spécifications techniques. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur examinera en détail toutes les informations fournies par les soumissionnaires et formulera son jugement sur la base du coût total le plus bas, y compris les coûts supplémentaires.

18.5 Solutions de variantes

Les solutions variantes ne seront pas prises en considération.

18.6 Critères d'attribution

Le seul critère d'attribution sera le prix.

18.7 Preuves documentaires des critères d'exclusion et de sélection

À tout moment au cours de la procédure de passation de marché et avant l'attribution du marché, le pouvoir adjudicateur peut demander des preuves documentaires du respect des critères d'exclusion et des critères de sélection (capacité financière, économique, technique et professionnelle) énoncés dans les présentes instructions. Veuillez noter qu'une demande de preuves n'implique en aucun cas que le soumissionnaire a été retenu. **Tous les soumissionnaires sont invités à préparer à l'avance les documents relatifs aux preuves, car ils peuvent être invités à fournir ces preuves dans un délai court.** En tout état de cause, le soumissionnaire proposé par le comité d'évaluation pour l'attribution du marché sera invité à fournir ces preuves dans un délai très court.

Sur demande, en ce qui concerne les critères d'exclusion, les soumissionnaires doivent être en mesure de fournir les preuves documentaires ou les déclarations requises en vertu de la législation du pays dans lequel l'entreprise (ou, pour les consortiums, chacune des entreprises) est établie, afin de démontrer qu'elle ne relève d'aucune des situations d'exclusion énumérées à la section 2.6.10.1. du guide pratique.

Ces preuves, documents ou déclarations doivent être datés, au plus un an avant la date de soumission de l'offre.

Les documents susmentionnés doivent être soumis pour chaque membre d'une coentreprise ou d'un consortium.

Le pouvoir adjudicateur peut dispenser tout soumissionnaire de l'obligation de présenter les pièces justificatives visées ci-dessus si ces pièces ont déjà été présentées aux fins d'une autre procédure de passation de marché, à condition que la date de délivrance des documents n'excède pas un an et qu'ils soient toujours valables. Dans ce cas, le soumissionnaire doit déclarer sur l'honneur que les preuves documentaires ont déjà été fournies lors d'une procédure de passation de marché antérieure et confirmer que sa situation n'a pas changé.

Lorsque les preuves documentaires présentées sont rédigées dans une langue officielle de l'Union européenne autre que celle de la procédure, il est fortement recommandé de fournir une traduction dans la langue de la procédure, afin de faciliter l'évaluation des documents.

Le défaut de fournir des pièces justificatives valables à la demande et dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur entraîne le rejet de l'offre pour l'attribution du marché, à moins que le soumissionnaire ne puisse justifier le défaut par l'impossibilité matérielle.

Si l'adjudicataire ne fournit pas cette preuve ou déclaration documentaire ou s'il s'avère que l'adjudicataire a fourni de fausses informations, l'attribution sera considérée comme nulle et non avenue. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur peut attribuer l'offre au soumissionnaire suivant le plus bas ou annuler la procédure d'appel d'offres.

19. Notification de la sentence

En soumettant une offre, chaque soumissionnaire accepte de recevoir notification du résultat de la procédure par voie électronique. Cette notification est réputée avoir été reçue à la date à laquelle le pouvoir adjudicateur l'adresse électronique visée dans l'offre.

Le pouvoir adjudicateur informera tous les soumissionnaires simultanément et individuellement de la décision d'attribution. L'adjudicataire sera informé par écrit de l'acceptation de son offre (notification d'attribution).

20. Signature du contrat et garantie de performance

- 20.1 Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire varier les quantités spécifiées dans l'offre de +/- 100 % au moment de la passation du contrat et pendant la durée du contrat. La valeur totale des fournitures ne peut pas, du fait de l'écart, augmenter ou diminuer de plus de 25 % par rapport à l'offre financière initiale de l'offre. Les prix unitaires indiqués dans l'offre sont utilisés.
- 20.2 Dans les 30 jours suivant la réception du contrat signé par le pouvoir adjudicateur, le soumissionnaire sélectionné doit signer et dater le contrat et le renvoyer, avec la garantie de bonne fin (le cas échéant), au pouvoir adjudicateur. À la signature du contrat, l'adjudicataire devient l'entrepreneur et le contrat entre en vigueur.
- 20.3 S'il ne signe pas et ne renvoie pas le contrat dans les 30 jours suivant la réception de la notification, le pouvoir adjudicateur peut considérer l'acceptation de l'offre comme annulée, de réclamer une indemnisation ou d'exercer tout autre recours à l'égard de ce manquement, et le soumissionnaire retenu n'aura aucun droit sur le pouvoir adjudicateur.

21. Garantie de soumission

Aucune garantie de soumission n'est requise.

22. Clauses déontologiques et code de conduite

22.1 Absence de conflit d'intérêts

Le soumissionnaire ne doit être affecté par aucun conflit d'intérêts et ne doit pas avoir de relation équivalente à cet égard avec d'autres soumissionnaires ou parties prenantes au projet. Toute tentative par un soumissionnaire d'obtenir des informations confidentielles, de conclure des accords illicites avec des concurrents ou d'influencer le comité d'évaluation ou le pouvoir adjudicateur au cours du processus d'examen, de clarification, d'évaluation et de comparaison des offres entraînera le rejet de son offre et pourra entraîner des sanctions administratives conformément au règlement financier en vigueur.

22.2 Respect des droits de la personne ainsi que de la législation environnementale et des normes fondamentales du travail

Le soumissionnaire et son personnel doivent respecter les droits de l'homme et les règles applicables en matière de protection des données. En particulier et conformément à l'acte de base applicable, les soumissionnaires et les candidats qui ont obtenu des marchés doivent se conformer à la législation environnementale, y compris les accords multilatéraux sur l'environnement, ainsi qu'aux normes fondamentales du travail applicables et définies dans les conventions pertinentes de l'Organisation internationale du travail (telles que les conventions

sur la liberté syndicale et la négociation collective, l'élimination du travail forcé et obligatoire, l'abolition du travail des enfants).

Tolérance zéro à l'égard de l'exploitation, des abus et du harcèlement sexuels :

La Commission européenne applique une politique de « tolérance zéro » à l'égard de tous les comportements fautifs ayant un impact sur la crédibilité professionnelle du soumissionnaire.

Les sévices ou les châtiments physiques, les menaces de sévices physiques, les sévices ou l'exploitation sexuels, le harcèlement et la violence verbale, ainsi que d'autres formes d'intimidation sont interdits.

22.3 Lutte contre la corruption et les pots-de-vin

Le soumissionnaire doit se conformer à toutes les lois et réglementations applicables et aux codes relatifs à la lutte contre la corruption. La Commission européenne se réserve le droit de suspendre ou d'annuler le financement d'un projet si des pratiques de corruption de quelque nature que ce soit sont découvertes à n'importe quel stade du processus d'attribution ou lors de l'exécution d'un contrat et si le pouvoir adjudicateur ne prend pas toutes les mesures appropriées pour remédier à la situation. Aux fins de la présente disposition, on entend par « manœuvres frauduleuses » l'offre d'un pot-de-vin, d'un cadeau, d'une gratification ou d'une commission à une personne à titre d'incitation ou de récompense pour l'accomplissement ou l'abstention d'un acte relatif à l'attribution d'un marché ou à l'exécution d'un contrat déjà conclu avec le pouvoir adjudicateur.

22.4 Dépenses commerciales inhabituelles

Les offres seront rejetées ou les contrats résiliés s'il s'avère que l'attribution ou l'exécution d'un contrat a donné lieu à des dépenses commerciales inhabituelles. Sont de ces frais commerciaux inhabituels les commissions non mentionnées dans le contrat principal ou ne résultant pas d'un contrat régulièrement conclu faisant référence au contrat principal, les commissions non versées en contrepartie d'un service réel et légitime, les commissions versées à un paradis fiscal, les commissions versées à un bénéficiaire qui n'est pas clairement identifié ou les commissions versées à une société qui a toutes les apparences d'être une société écran.

Les contractants dont il s'avère qu'ils ont payé des dépenses commerciales inhabituelles dans le cadre de projets financés par l'Union européenne sont passibles, en fonction de la gravité des faits constatés, de voir leurs contrats résiliés ou d'être définitivement exclus de la réception des fonds de l'UE.

22.5 Manquement aux obligations, irrégularités ou fraude

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de suspendre ou d'annuler la procédure s'il s'avère que la procédure d'attribution a fait l'objet d'un manquement, d'irrégularités ou de fraudes. Si des manquements aux obligations, des irrégularités ou des fraudes sont constatés après l'attribution du marché, le pouvoir adjudicateur peut s'abstenir de conclure le contrat.

23. Annulation de la procédure d'appel d'offres

En cas d'annulation d'une procédure d'appel d'offres, les soumissionnaires en seront informés par le pouvoir adjudicateur.

Si la procédure d'appel d'offres est annulée avant la séance d'ouverture des offres, les enveloppes scellées seront retournées, sans être ouvertes, aux soumissionnaires.

L'annulation peut intervenir, par exemple, si :

- la procédure d'appel d'offres n'a pas été retenue, c'est-à-dire lorsqu'aucune offre appropriée, qualitativement ou financièrement acceptable n'a été reçue ou qu'il n'y a pas eu de réponse valable ;
- les paramètres économiques ou techniques du projet ont fondamentalement changé ;
- des circonstances exceptionnelles ou *de force majeure* rendent impossible la mise en œuvre normale du projet ;
- toutes les offres techniquement acceptables dépassent les ressources financières disponibles ;
- il y a eu manquement aux obligations, irrégularités ou fraudes dans la procédure, en particulier lorsque ceux-ci ont empêché une concurrence loyale ;
- L'attribution n'est pas conforme à une bonne gestion financière, c'est-à-dire qu'elle ne respecte pas les principes d'économie, d'efficacité et d'efficacité (par exemple, le prix proposé par le soumissionnaire auquel le marché doit être attribué est objectivement disproportionné par rapport au prix du marché).

En aucun cas, le pouvoir adjudicateur ne sera responsable de quelque dommage que ce soit, y compris, mais sans s'y limiter, les dommages pour perte de profits, de quelque manière que ce soit, lié à l'annulation d'une procédure d'appel d'offres, même si le pouvoir adjudicateur a été informé de la possibilité de dommages. La publication d'un avis de marché n'engage pas le pouvoir adjudicateur à mettre en œuvre le programme ou le projet annoncé.

24. Appels

Les soumissionnaires qui estiment avoir été lésés par une erreur ou une irrégularité lors du processus d'attribution peuvent déposer une plainte. Voir la section 2.12. du guide pratique.

25. Protection des données

Le traitement des données à caractère personnel liées à cette procédure d'appel d'offres par le pouvoir adjudicateur s'effectue conformément à la législation nationale de l'État du pouvoir adjudicateur et aux dispositions de la convention de financement respective.

La procédure d'appel d'offres et le contrat concernent une action extérieure financée par l'UE, représentée par la Commission européenne. Si le traitement de votre réponse à l'appel d'offres implique le transfert de données à caractère personnel (telles que les noms, les coordonnées et les CV) à la Commission européenne, celles-ci seront traitées uniquement aux fins du suivi de la procédure de passation de marché et de l'exécution du contrat par la Commission, afin que cette dernière se conforme à ses obligations en vertu du cadre législatif applicable et de la convention de financement conclue entre l'UE et le Partenaire Sans préjudice d'une éventuelle transmission aux organismes chargés des tâches de surveillance ou d'inspection en application du droit de l'UE.

26. Système de détection précoce et d'exclusion

Les soumissionnaires et, s'ils sont des personnes morales, les personnes qui ont un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle sur eux, sont informés que, s'ils se trouvent dans l'une des situations de détection précoce ou d'exclusion, leurs données personnelles (nom, prénom s'il s'agit d'une personne physique, adresse, forme juridique et nom et prénom des personnes ayant un pouvoir de représentation, prise de décision ou de contrôle, s'il s'agit d'une personne morale) peut être enregistrée dans le système de détection précoce et d'exclusion, et communiquée aux personnes et entités énumérées dans la décision susmentionnée, en relation avec l'attribution ou l'exécution d'un marché public.